



Formulaire CH@WORLD: **A754**

Représentation suisse à: <b>Tbilisi</b>	
Pays: <b>Géorgie</b>	Date de la dernière mise à jour: <b>31.05.2019</b>

## Rapport économique Géorgie 2019

### 0 Résumé

---

La Géorgie<sup>1</sup> est un pays en transition, avec une faible production interne, une balance commerciale largement déficitaire et peu d'investissements directs étrangers dans les secteurs productifs. Son économie est fortement dépendante de l'étranger, en particulier de ses pays voisins. Le pouvoir d'achat de la population, dont près de 20% vit sous le seuil de pauvreté, est très bas. Si les bons résultats qu'elle affiche dans les classements comparatifs internationaux reflètent d'importants progrès en matière de réformes politiques et économiques, les conditions offertes aux investisseurs étrangers laissent encore à désirer, en particulier en raison des dysfonctionnements des systèmes éducatif et judiciaire. Néanmoins, les opportunités ne manquent pas, comme le montrent par exemple quelques "success stories" suisses. Bien que la poursuite du processus de réforme soit retardé et fragilisé par la polarisation et la personnalisation de la politique intérieure, le pays garde le soutien de la communauté internationale.

La Suisse soutient l'économie géorgienne dans le cadre de sa coopération au développement, qui a pour priorités la promotion du secteur privé dans le domaine agricole et le *capacity building* des autorités locales, et qui soutient notamment la formation professionnelle. Les relations économiques bilatérales reposent sur de solides bases contractuelles. En 2018, selon les statistiques suisses, le commerce bilatéral s'est monté à 127.2 mio CHF, avec un solde en faveur de la Géorgie, dont 93.2% des exportations vers la Suisse sont toutefois constituées de métaux précieux (à savoir presque exclusivement de l'or). Fin 2018, la Suisse figurait à la 16<sup>e</sup> place des investissements directs étrangers, avec un stock de 207 mio USD.

### 1 Problèmes et enjeux économiques

---

L'économie de la Géorgie est celle d'un pays en transition, dont près de la moitié de la population active travaille dans le secteur primaire et dont le niveau de pauvreté est encore élevé, surtout dans les zones rurales. Si les indicateurs économiques montrent que le pays a réussi en 2018 à maintenir un taux de croissance de 4.7% (contre 4.8% en 2017) et à baisser l'inflation à 2.5%, ils révèlent également une faible production interne, un chômage élevé<sup>2</sup> et une forte dépendance de l'étranger, avec une balance commerciale et une balance des transactions courantes fortement déficitaires.

---

<sup>1</sup> Dans le présent rapport, les termes "Géorgie" et "géorgien" se réfèrent au territoire administré par Tbilisi, à l'exclusion donc de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Pour ce qui est de ces régions, la *loi sur les territoires occupés* prévoit de très fortes restrictions aux activités économiques.

<sup>2</sup> Il existe une grande différence entre les données officielles (12.7% de chômage en 2018) et la situation réelle, notamment due à la pratique des autorités de qualifier la population active vivant en zone rurale de "self-employed". Les institutions engagées dans la coopération au développement considèrent qu'environ un tiers de la population active est sans travail ou sous-employée.

Dans la période sous revue, la Géorgie a maintenu une politique extérieure active en matière économique, marquée par une forte orientation pro-occidentale (poursuite du processus d'association avec l'UE, partenariat "stratégique" avec les Etats-Unis), une consolidation des échanges au niveau régional (y compris avec la Russie et l'Iran) et une volonté de diversifier ses partenaires commerciaux.

En même temps, elle a confirmé ses bons résultats dans les classements publiés par les observateurs internationaux, figurant notamment en 2018 à la 6<sup>e</sup> place du *Ease of doing business ranking* de la Banque mondiale. Ces résultats, renforcés par les réalités géopolitiques (conflits Arménie-Azerbaïdjan et Arménie-Turquie) aident Tbilisi à s'affirmer comme un "hub" régional pour des entreprises désireuses de renforcer leur présence dans le Caucase du Sud, voire en Asie centrale.

Malgré ces réussites, le pays peine à développer une économie compétitive et à accroître la confiance des investisseurs étrangers. Quant aux nombreux accords de libre-échange conclus dans les dernières années, ils profitent à ce stade principalement aux partenaires les plus forts.

Parmi les facteurs qui découragent des investisseurs potentiels, y compris ceux qui sont déjà présents, les faiblesses des systèmes judiciaire et éducatif occupent les premières places. En dépit des réformes adoptées depuis 2013, la justice géorgienne reste marquée par des dysfonctionnements systémiques et n'est toujours pas à l'abri des influences externes. Quant à la réforme de l'enseignement, vouée notamment à la revitalisation et à l'extension de la formation professionnelle afin de réduire le décalage entre les besoins de l'économie et le niveau de formation de la population, elle peine à décoller, bien que le gouvernement en ait fait l'une de ses priorités déclarées. Dans le secteur agricole, la mise en place progressive de politiques raisonnables et pertinentes contraste avec la décision prise en 2017 d'ancrer au niveau constitutionnel l'interdiction de vendre des terrains agricoles aux étrangers, qui malgré les exceptions possibles a des conséquences négatives en termes d'investissements.

Au niveau des ménages, la pression reste forte. Malgré un bilan positif des mesures de "larisation" mises en œuvre depuis 2017, ceux-ci peinent à faire face aux dépenses courantes. Le recours à des petits crédits est fréquent et contribue au surendettement de la population. De nouvelles mesures pour contrer ce phénomène ont été prises en 2019, telles un taux d'intérêt maximal et l'obligation de vérifier les conditions d'emploi des emprunteurs.

Les personnes âgées sont particulièrement vulnérables, et la réforme des pensions est un thème sensible. Malgré une augmentation de 22% de la rente mensuelle de base prévue de 2018 à 2020, les montants resteront dérisoires en chiffres absolus (autour de 80 CHF par mois). Quant au deuxième pilier facultatif introduit en 2019, il peine à trouver la confiance des travailleurs. L'une des conséquences est que les personnes ayant atteint l'âge de la retraite tendent à rester dans le marché du travail, ce qui a des effets négatifs sur l'emploi des jeunes.

Cela étant, les opportunités ne manquent pas pour les investisseurs qui parviennent à trouver la bonne niche. Dans l'ensemble, si on ne s'attend pas à court terme au développement d'entreprises à haute valeur ajoutée, les perspectives dans le secteur des services sont plus prometteuses, et ce avant tout dans deux domaines. Le premier est celui du tourisme, avec cette année encore des statistiques encourageantes à plusieurs niveaux: nombre d'arrivées aux aéroports de Tbilisi, Kutaisi et Batumi (+24.4% en 2018 par rapport à l'année précédente), nombre de voyageurs internationaux (+9.8%) et nombre de nuitées (+8.9%). Le second est celui des transports et de la logistique, dans lequel la Géorgie vise à se profiler comme une plaque tournante pour le Caucase et l'Asie centrale et à faire le lien avec les marchés globaux, et dans lequel elle a lancé plusieurs projets ambitieux (raccordement ferroviaire Bakou-Tbilisi-Kars inauguré en octobre 2017; nouveau port en eaux profondes à Anaklia dont la construction a débuté en décembre 2017).

Pour la mise en œuvre de leurs réformes économiques, les autorités géorgiennes peuvent compter sur le soutien de la communauté internationale. On relèvera le rôle particulier de l'UE, qui est liée à la Géorgie par un accord d'association et qui lui procure une aide substantielle aux niveaux politique, technique et financier (enveloppe d'assistance à hauteur de 370-450 mio EUR pour la période 2017-2020; aides provenant du programme *European neighbourhood programme for agriculture and rural*

*development* à hauteur de 77.5 mio EUR pour la période 2018-2022; nouveau programme d'assistance macro-financière de 45 mio EUR). Le FMI a quant à lui approuvé mi-2017 un plan de financement sur trois ans de 285.3 mio USD devant permettre d'ambitieuses réformes structurelles vouées à réduire la vulnérabilité de l'économie géorgienne et à générer une plus forte croissance économique.

Pour plus de détails sur la structure de l'économie géorgienne et sur les principales données économiques, on se référera aux annexes 1 et 2 du présent rapport.

## **2 Accords internationaux et régionaux économiques**

---

### **2.1 Politique, priorités du pays**

Membre de l'OMC depuis 2000, la Géorgie poursuit une politique d'ouverture vouée à élargir et consolider ses liens commerciaux bilatéraux.

Ainsi, elle a notamment conclu dans les dernières années un accord de libre-échange avec la Chine (en vigueur depuis le 1.1.2018) et un accord d'association avec l'UE comprenant un accord de libre-échange approfondi et complet (en vigueur depuis le 1.7.2016). D'un point de vue suisse, un pas important a été franchi le 27.6.2016 avec la signature d'un accord de libre-échange entre la Géorgie et les Etats membres de l'AELE (entré en vigueur le 1.5.2018 pour les relations Suisse-Géorgie).

Au niveau régional, la Géorgie vise à intensifier la coopération avec les voisins turc, azéri et arménien, avec lesquels elle est déjà liée depuis plusieurs années par des accords de libre-échange. Il s'agit d'une part de consolider les liens internes, d'autre part de renforcer des alliances avec des partenaires communs. L'Iran a aussi sensiblement renforcé sa présence dans le Caucase depuis l'accord sur le nucléaire de juillet 2015.

Avec la Russie, les relations commerciales peuvent être considérées comme presque normalisées, en particulier grâce au dialogue bilatéral direct dans le format Abashidze-Karasin.

En parallèle, la recherche de "nouveaux" partenaires se poursuit (Inde, Israël, pays arabes).

### **2.2 Perspectives pour la Suisse (y compris potentiel de discrimination)**

Outre l'accord de libre-échange susmentionné conclu avec les pays de l'AELE, la Suisse et la Géorgie se sont dotées ces dernières années de solides conditions-cadre bilatérales dans le domaine économique, avec:

- une convention pour éviter la double imposition (signée le 15.6.2010 et entrée en vigueur le 7.7.2011);
- un accord de promotion et de protection des investissements (signé le 3.6.2014 et entré en vigueur le 17.4.2015);
- un accord sur les services aériens (signé le 22.6.2008 et entré en vigueur le 16.11.2010);
- un accord sur la protection des indications géographiques (signé le 31.5.2018 et actuellement en cours d'approbation).

Quant aux accords conclus par la Géorgie avec d'autres pays, ils n'ont guère de conséquences négatives sur les acteurs économiques suisses, vu les règles généralement libérales qui régissent l'accès au marché géorgien. L'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange AELE-Géorgie a amélioré la position des entreprises suisses vis-à-vis de leurs concurrents de l'UE, qui se trouvaient dans une position plus favorable depuis l'application de l'accord de libre-échange approfondi et complet.

## 3 Commerce extérieur

---

### 3.1 Evolution et perspectives générales

En 2018, la balance commerciale de la Géorgie s'est révélée une nouvelle fois fortement déficitaire, avec 9.12 Mrd USD d'importations (contre 7.94 en 2017; +14.9%) et 3.36 Mrd USD d'exportations (contre 2.74 en 2017; +22.6%). Dans l'ensemble, les échanges commerciaux ont enregistré en 2018 une augmentation de 16.9% par rapport à l'année précédente.

Au niveau des partenaires commerciaux, la Turquie et la Russie se sont maintenues aux premières places (avec respectivement 13.7% et 11% du volume total des échanges), devant l'Azerbaïdjan, la Chine et l'Arménie. Quant aux Etats membres de l'UE, le premier d'entre eux – l'Allemagne – n'occupe que la 8<sup>e</sup> place.

Concernant les biens exportés par la Géorgie, il s'agit principalement de produits agricoles (27.8% en 2018, avec en premier lieu le vin et le tabac; le secteur des noisettes a quant à lui souffert d'une invasion de punaises marbrées (*stink bugs*) en 2017, ce qui a conduit à une diminution des exportations de 61.2% par rapport à 2016). Pour le reste, la Géorgie exporte avant tout des matières premières (17.7%) et des produits chimiques et énergétiques (12%).

A noter également le niveau important de transfert de fonds depuis l'étranger, qui d'après les transactions déclarées ont atteint la somme de 1.58 Mrd USD en 2018 (augmentation de 13.9% par rapport à 2017), en provenance principalement de Russie, Italie, Grèce, Etats-Unis, Israël et Turquie. Les chiffres réels sont certainement beaucoup plus élevés, et la Turquie – où les Géorgiens peuvent travailler 179 jours par année sans autorisation de travail – occupe certainement l'une des premières places.

Pour plus de détails sur les partenaires commerciaux de la Géorgie, on se référera à l'annexe 3 du présent rapport.

### 3.2 Commerce bilatéral

Les statistiques suisses concernant le commerce bilatéral pour l'année 2018 font état, d'une part, d'une augmentation des exportations suisses vers la Géorgie à hauteur de 28.6% (57.1 mio CHF en 2018 contre 44.4 mio CHF en 2017) et, d'autre part, d'une hausse de 1.4% des exportations géorgiennes vers la Suisse (70.1 mio CHF en 2018 contre 69.1 mio CHF en 2017).

Il convient néanmoins de souligner que 93.2% des exportations géorgiennes vers la Suisse sont constituées de métaux précieux. Ce domaine mis à part, le solde du commerce bilatéral est donc nettement en faveur de la Suisse, qui exporte en Géorgie principalement des produits pharmaceutiques (52.5% en 2018) et horlogers (19.2%).

On trouvera plus de détails sur le commerce bilatéral à l'annexe 4 du présent rapport.

## 4 Investissements directs

---

### 4.1 Evolution et perspectives générales

Selon les statistiques géorgiennes, le stock des investissements directs étrangers (IDE) se montait fin 2018 à 17.67 Mrd USD, ayant augmenté de 2.1% par rapport à l'année précédente. Les principaux investisseurs sont l'Azerbaïdjan, le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

En 2018, les IDE ont principalement touché les secteurs de la finance (22.5%), des transports et des communications (14.2%) et de l'énergie (12.8%). Le secteur manufacturier se situe à la quatrième place (11.5%), avec une très forte augmentation par rapport à 2017. Le secteur agricole, qui emploie près de la moitié de la population, n'a par contre attiré que 1.3% des IDE. Quant à l'hôtellerie et la restauration,

secteurs liés au tourisme et considérés comme porteurs pour la croissance de l'économie géorgienne, ils ne représentaient que 5.9% des IDE en 2018.

Pour plus de détails sur les investissements directs en Géorgie, voir l'annexe 5 du présent rapport.

#### **4.2 Investissements bilatéraux**

La Suisse se trouvait fin 2018 à la 16<sup>e</sup> place au niveau des IDE en Géorgie, avec un stock de 207 mio USD (1.2% du total; flux de 11 mio USD en 2018). Cela étant, les fortes variations des flux d'une année à l'autre et les montants relativement peu élevés en chiffres absolus ne permettent pas de relever une quelconque tendance.

L'Ambassade considère qu'il y a en Géorgie environ 35 entreprises pouvant être considérées comme suisses, que ce soit en raison du siège principal, des conditions de propriété ou de l'origine des biens distribués. Dans la plupart des cas, il s'agit de distributeurs de produits suisses ou de prestataires de services.

## **5 Promotion commerciale, économique et touristique**

---

### **5.1 Instruments de la promotion économique extérieure**

Les acteurs étatiques et paraétatiques responsables de la promotion commerciale, économique et touristique de la Suisse, ou de l'image de la Suisse en général, sont peu présents en Géorgie en raison du potentiel restreint qu'elle représente pour eux. Aucun événement promotionnel spécifique n'a été organisé par ces entités (Suisse Tourisme, Présence Suisse, *Switzerland Global Enterprise*) durant la période sous revue.

Au niveau du secteur privé, la *Joint Chamber of Commerce for CIS and Georgia*, basée à Zurich, organise régulièrement des manifestations afin de promouvoir le marché géorgien auprès des entreprises suisses, et ce principalement en lien avec d'autres pays (Caucase, Nouvelle route de la soie).

La *Georgian-Swiss Business Association* (GSBA), créée en Géorgie en 2005, s'efforce également de promouvoir les relations économiques bilatérales et a notamment été à l'origine de la participation de la Géorgie comme hôte de la foire Expovina de Zurich en novembre 2018. En collaboration avec l'Ambassade, le Secrétariat de l'AELE et les autorités géorgiennes, elle avait organisé en juin 2018 une conférence sur les implications pratiques de l'accord AELE-Géorgie.

En outre, l'Ambassade soutient régulièrement des événements promotionnels organisés en Géorgie par le secteur privé suisse, en particulier dans le domaine des écoles hôtelières.

### **5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse**

La Suisse jouit en Géorgie d'une excellente réputation comme lieu de villégiature et d'éducation. Les coûts élevés limitent toutefois l'accès des Géorgiens à notre pays pour ce type de séjours. La reprise des vols directs entre la Suisse et la Géorgie a été annoncée pour août 2019 (vol Wizz Air Bâle-Kutaisi).

En tant qu'économie en transition, la Géorgie est très peu présente comme investisseur à l'étranger, y compris en Suisse.

Quant à la place financière suisse, elle jouit en Géorgie d'une excellente réputation. Le potentiel de développement pour les instituts bancaires suisses est toutefois limité en raison du cercle restreint de clients potentiels et du fait que les personnes et sociétés concernées semblent déjà être au courant des possibilités qui leur sont offertes, en Suisse et ailleurs.

## **Annexes**

- 1. Tableau de la structure économique**
- 2. Tableau des principales données économiques**
- 3. Tableau des partenaires commerciaux dont la Suisse**
- 4. Tableau « échanges commerciaux »**
- 5. Tableau des principaux pays investisseurs dont la Suisse**

**Structure de l'économie**

<b>Répartition du PIB*</b>	<b>Année 2013</b>	<b>Année 2018</b>
Secteur primaire	<b>10.3%</b>	<b>8.9%</b>
Secteur manufacturier	<b>23.1%</b>	<b>25.1%</b>
Services	<b>66.6%</b>	<b>66.0%</b>

Source: National Statistics Office of Georgia, [www.geostat.ge](http://www.geostat.ge), 27.03.2019, Preliminary data for 2018.

\* Calcul de l'Ambassade sur la base de la production brute.

**Principales données économiques**

	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>PIB</b> (Mrd USD)*	15.1	16.3	17.2
<b>PIB/habitant</b> (USD)*	4'050	4'400	4'660
<b>Taux de croissance</b> (% du PIB)*	4.8	4.7	4.6
<b>Taux d'inflation</b> (%)*	6.0	2.6	2.5
<b>Taux de chômage</b> (%)**	13.9	12.7	n/a
<b>Solde budgétaire</b> (% du PIB)*	-0.5	-0.9	-1.7
<b>Solde des transactions courantes</b> (% du PIB)*	-8.8	-7.9	-8.0
<b>Dette extérieure totale</b> (% du PIB)*	45.1	44.5	45.0
<b>Service de la dette</b> (% des exportations)***	29.4	n/a	n/a
<b>Réserves</b> (mois d'importations)***	3	n/a	n/a

\* Source: FMI, World Economic Outlook Database, avril 2019.

\*\* Source: National Statistics Office of Georgia, www.geostat.ge, 23.05.2019.

\*\*\* Source: Banque Mondiale, mai 2019.



## Partenaires commerciaux année : 2018

Rang	Pays	Exportations par le pays de résidence (millions USD)	Part	Var.*	Rang	Pays	Importations par le pays de résidence (millions USD)	Part	Var.*
1	Azerbaïdjan	503	15.0%	84.7%	1	Turquie	1'472	16.1%	7.1%
2	Russie	437	13.0%	10.2%	2	Russie	936	10.3%	17.5%
3	Arménie	278	8.3%	32.1%	3	Chine	834	9.1%	13.8%
4	Bulgarie	259	7.7%	38.5%	4	Azerbaïdjan	586	6.4%	5.8%
5	Turquie	233	6.9%	7.4%	5	Ukraine	516	5.7%	15.6%
6	Chine	198	5.9%	-1.8%	6	Allemagne	431	4.7%	-0.6%
7	Ukraine	175	5.2%	40.6%	7	États-Unis	360	3.9%	34.1%
8	États-Unis	160	4.8%	31.3%	8	Arménie	335	3.7%	19.2%
9	Kazakhstan	91	2.7%	75.4%	9	France	262	2.9%	94.7%
10	Ouzbékistan	80	2.4%	25.5%	10	Italie	231	2.5%	6.2%
11	Suisse	77	2.3%	8.2%	11	Roumanie	209	2.3%	9.5%
12	Iran	74	2.2%	-2.9%	28	Suisse	65	0.7%	35.5%
	UE	730	21.8%	1.5%		UE	2630	28.8%	19.6%
	UEEA	863	25.7%	24.0%		UEEA	1391	15.3%	18.2%
	CEI	1670	49.8%	40.9%		CEI	2690	29.5%	16.2%
	Pays voisins**	1450	43.2%	11.5%		Pays voisins**	3329	36.5%	10.8%
	<b>Total</b>	<b>3355</b>	<b>100%</b>	<b>22.6%</b>		<b>Total</b>	<b>9118</b>	<b>100%</b>	<b>14.9%</b>

\* Variation par rapport à l'année précédente.

\*\* Pays voisins: Russie, Azerbaïdjan, Arménie, Turquie.

Source: National Statistics Office of Georgia, www.geostat.ge, 06.03.2019, Preliminary data for 2018.

**Commerce bilatéral**                      **année : 2018**

		Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF	
		2017	2018	+/- %	Anteil	2017	2018	+/- %	Anteil	2017	2018
	<b>Total</b>	69.06	70.06	1.4	100.0	44.42	57.14	28.6	100.0	-24.64	-12.91
<b>01-24</b>	Landwirtschaftliche Produkte	0.90	0.44	-51.6	0.6	0.91	1.14	26.1	2.0	0.00	0.71
<b>25-26</b>	Mineralische Stoffe			*	*		0.01	*	0.0		0.01
<b>27</b>	Energieträger			*	*	0.02	0.01	-21.1	0.0	0.02	0.01
<b>28-29</b>	Chemische Grundprodukte	0.04	0.01	-74.9	0.0	0.05	0.05	-3.6	0.1	0.01	0.04
<b>30</b>	Pharmazeutische Erzeugnisse	0.25	0.00	-100	0.0	23.93	29.98	25.3	52.5	23.69	29.98
<b>31-32</b>	Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente	0.00	0.00	464.4	0.0	0.26	0.45	76.9	0.8	0.26	0.45
<b>33-34</b>	Schönheitsmittel, Waschmittel	0.01	0.00	-98.9	0.0	0.66	0.63	-4.5	1.1	0.65	0.63
<b>35-38</b>	Stärke, versch. chemische Erzeugnisse	0.00	0.00	**	0.0	0.18	0.09	-52.2	0.2	0.18	0.08
<b>39-40</b>	Kunststoffe, Kautschuk	0.03	0.06	69.3	0.1	2.31	1.68	-27.3	2.9	2.28	1.62
<b>41-43</b>	Felle, Leder, Lederwaren	0.00	0.01	63.0	0.0	0.03	0.09	167.4	0.2	0.03	0.08
<b>44-46</b>	Holz, Kork, Flechtwaren	0.56	0.65	15.7	0.9	0.24	0.21	-9.3	0.4	-0.33	-0.44
<b>47-49</b>	Papier und Papierwaren	0.01	0.01	-10.5	0.0	2.35	2.19	-6.9	3.8	2.34	2.18
<b>50-63</b>	Textilien und Bekleidung	2.13	2.70	26.6	3.8	0.36	0.54	50.5	0.9	-1.77	-2.16
<b>64-67</b>	Schuhe, Schirme usw.	0.03	0.03	10.5	0.0	0.04	0.12	211.7	0.2	0.01	0.09
<b>68-70</b>	Waren aus Steinen, Keramik, Glas	0.00	0.02	**	0.0	0.10	0.12	20.1	0.2	0.10	0.10
<b>71</b>	Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	64.05	65.28	1.9	93.2	0.05	0.09	101.5	0.2	64.00	65.19
<b>72-83</b>	Unedle Metalle und Waren daraus	0.01	0.03	271.9	0.0	1.01	1.06	5.0	1.9	1.00	1.03
<b>84</b>	Maschinen ( nicht elektrisch)	0.22	0.22	-1.7	0.3	1.72	2.58	50.5	4.5	1.49	2.36
<b>85</b>	Maschinen (elektrisch)	0.02	0.13	498.1	0.2	2.70	0.89	-67.1	1.6	2.68	0.76
<b>86-89</b>	Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.02	0.00	-77.2	0.0	0.69	0.77	11.6	1.4	0.67	0.77
<b>90</b>	Opt. / medizin. Instrumente	0.03	0.08	168.7	0.1	1.62	2.84	74.7	5.0	1.60	2.76
<b>91</b>	Uhrmacherwaren	0.65	0.32	-49.8	0.5	5.01	10.95	118.6	19.2	4.36	10.62
<b>92</b>	Musikinstrumente		0.00	*	0.0			*	*		0.00
<b>93</b>	Waffen und Munitionen			*	*	0.00	0.01	219.9	0.0	0.00	0.01
<b>94</b>	Möbel, Bettzeug usw.	0.02	0.03	116.2	0.0	0.08	0.29	278.7	0.5	0.06	0.25
<b>95-96</b>	Spielzeuge, Sportgeräte usw.	0.07	0.00	-96.5	0.0	0.11	0.34	220.4	0.6	0.04	0.34
<b>97</b>	Kunstgegenstände, Antiquitäten	0.00	0.02	713.5	0.0	0.00		-100	*	0.00	-0.02

Source: Administration fédérale des douanes, résultats provisoires.

## Principaux pays investisseurs

année : 2018

Rang	Pays	Stock IDE 2018* (millions USD)	Part	Variation (stock)	Flux IDE 2017 (millions USD)
1	Azerbaïdjan	3'991	22.6%	6.1%	240
2	Royaume-Uni	2'541	14.4%	-8.1%	204
3	Pays-Bas**	1'642	9.3%	-36.3%	168
4	Chypre**	1'251	7.1%	358%	-90
5	Turquie	1'046	5.9%	-8.6%	-11
6	Chine	699	4.0%	8.5%	65
7	Émirats arabes unis	627	3.6%	-0.1%	20
8	Luxembourg	585	3.3%	6.0%	48
9	États-Unis	502	2.8%	19.9%	104
10	République Tchèque	498	2.8%	-12.9%	72
	<b>UE</b>	<b>7'726</b>	<b>43.8%</b>	<b>0.9%</b>	<b>569</b>
	<b>UEEA</b>	<b>665</b>	<b>3.8%</b>	<b>-2.0%</b>	<b>261</b>
	<b>CEI</b>	<b>4'713</b>	<b>26.7%</b>	<b>5.2%</b>	<b>288</b>
16	Suisse	207	1.2%	4.5%	11
	<b>Total</b>	<b>17'626</b>	<b>100%</b>	<b>2.1%</b>	<b>1'232</b>

Source: National Statistics Office of Georgia, www.geostat.ge, 02.04.2019, Preliminary data for 2018.

\* Données fournies directement par le *National Statistics Office of Georgia* à l'Ambassade.

\*\* Les grandes différences liées aux chiffres relatifs aux Pays-Bas et à Chypre s'expliquent essentiellement par le fait que le siège d'un grand investisseur est passé des Pays-Bas à Chypre en 2018 (information fournie par le *National Statistics Office of Georgia* à l'Ambassade).